



ENCATC

The European network on cultural
management and policy

STATUTES

ENGLISH VERSION



**Copie à publier aux annexes au Moniteur belge
après dépôt de l'acte au greffe**

Déposé / Reçu le

18 NOV. 2020

au greffe du tribunal de l'entreprise
francophone de Bruxelles

Réservé
au
Moniteur
belge

Obligatoire de remplir :
N° d'entreprise (sauf
constitution), nom, forme légale,
siège(s) (rue, n°, code postal,
localité)

N° d'entreprise : **0464 174 494**

Nom

(en entier) : **ENCATC, Réseau européen pour le management et les politiques culturelles**

(en abrégé) :

Forme légale : **association internationale sans but lucratif**

Adresse complète du siège : **Avenue Maurice 1, 1050 Bruxelles, Belgique**

Objet de l'acte : modification des statuts

D'UN acte reçu par Maître Bernard BOES, Notaire à Kortrijk, premier canton, actionnaire de la société à responsabilité limitée "BOES & DEVAERE, GEASSOCIEERDE NOTARISSEN", ayant son siège à Kortrijk, Rijselsestraat 20, soussigné le quatorze septembre deux mille vingt

En exécution de la procuration donnée par l'assemblée générale de l'association internationale sans but lucratif "ENCATC, Réseau européen pour le management et les politiques culturelles", avec siège à 1050 Bruxelles, Avenue Maurice 1, inscrite au registre des personnes morales à Bruxelles et portant le numéro d'entreprise 0464.174.494, tenue à Dijon le 25 novembre 2019, et ayant pour le volet « changements de statuts » (décision 8 du procès-verbal) désigné Madame COGLIANDRO Gianna Lia, née à Brindisi (Italie) le 2 août 1967, de nationalité italienne, (registre national belge numéro (...)), demeurant à Ixelles, square Solbosch, 28 b4 comme mandataire spéciale afin de faire constater ces changements de statuts de façon notariée comme prévu par le Code des Sociétés et Associations.

IL RESULTE CE QUI SUIT:

EXPOSE PREALABLE

De ce fait, la comparante nous expose que l'assemblée générale de l'association internationale sans but lucratif du 25 novembre 2019 a approuvé les statuts tels que repris ci-dessus, sans changement quelconque à l'article 4 des dits statuts traitant du but de l'association. Ainsi ces changements ne devront pas être approuvés par arrêté royal

La comparante nous demande de prendre acte que la dite assemblée générale a approuvé les statuts coordonnés suivants:

STATUTS

TITRE I. – NATURE JURIDIQUE, SIEGE, DUREE, EXERCICE SOCIAL

Article 1. Il est constitué une association internationale sans but lucratif dénommée « ENCATC, Réseau européen pour le management et les politiques culturelles ». Cette association est régie par les dispositions du Code des sociétés et des associations applicables aux associations internationales sans but lucratif.

Article 2. Le siège est établi à Avenue Maurice, 1 à 1050 Bruxelles (Région de Bruxelles-Capitale).

Dans toute la mesure permise par la loi, le siège de l'association peut être transféré sur simple décision du conseil d'administration à publier aux Annexes du Moniteur belge. Dans un tel cas, le conseil d'administration est autorisé à modifier le siège de l'association dans les statuts et à procéder à la publication aux Annexes du Moniteur belge de la version coordonnée des statuts.

Article 3. L'association est constituée pour une durée illimitée. L'exercice social coïncide avec l'année civile

TITRE II. – BUTS

Article 4. L'association a pour but de développer la formation d'administrateurs culturels en Europe, le développement du management culturel et la collaboration entre les centres assurant cette formation, en particulier dans un contexte européen.

Afin de réaliser ces buts, l'association met notamment en œuvre les activités suivantes :

- permettre et encourager la formation de formateurs grâce à : des échanges d'informations et de personnes ; des séminaires, etc. entre les membres ;
- faciliter l'échange d'informations entre les différents centres proposant des formations en administration culturelle ;
- identifier et soutenir des projets de recherche communs aux membres ;
- organiser des projets et des activités qui contribuent à la réalisation des buts de l'association ;

Mentionner sur la dernière page du Volet B : Au recto : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter la personne morale à l'égard des tiers

Au verso : Nom et signature (pas applicable aux actes de type « Mention »).

- organiser la réunion annuelle de l'Assemblée Générale et Conférence;
- sensibiliser les institutions européennes concernant les politiques d'information et de formation dans le domaine de l'administration culturelle ;
- défendre les intérêts des centres européens de formation en administration culturelle à un niveau européen.

ENCATC réalise ces buts de toutes les manières possibles, en étroite collaboration avec ses membres. Il peut faire tous actes quelconques se rattachant directement ou indirectement, en tout ou en partie, à ses buts ou pouvant en amener le développement ou en faciliter la réalisation et peut ainsi acquérir, mettre en location tous les biens meubles et immeubles utiles et mettre en œuvre tous les moyens humains, techniques et financiers nécessaires.

Elle peut notamment prêter son concours et s'intéresser à des activités similaires à ses buts.

Elle établit des liaisons adéquates avec d'autres associations. Le conseil d'administration a qualité pour interpréter la nature et l'étendue des buts de l'association.

ENCATC peut agir au niveau provincial, régional, communautaire, fédéral, européen et international.

TITRE III. – MEMBRES

Article 5. L'Association est composée des catégories suivantes de membres :

I. LES MEMBRES EFFECTIFS

Les membres effectifs sont nécessairement des organismes de formation ou d'éducation, lesquels sont représentés par la personne de leur choix. La qualité de membre effectif est attachée à l'organisme concerné et non au représentant de cet organisme pour les besoins de l'association. Chaque membre effectif dispose de tous pouvoirs pour la désignation et la révocation de ce représentant et informe l'association de l'identité de son représentant et de toute modification de celui-ci. Les membres effectifs ont au moins trois années d'expérience dans l'offre de formations reconnues.

II. LES MEMBRES ADHERENTS

La qualité de membre adhérent peut être accordée à des personnes physiques ou morales qui, tout en adhérant à l'objet social, ne remplissent pas les conditions permettant d'acquérir la qualité de membre effectif.

Les membres adhérents se divisent en trois groupes jouissant tous des mêmes droits:

- Les membres adhérents associés : des organismes qui n'ont pas fourni des services de formation ou d'éducation depuis au moins trois ans ; des institutions qui jouent un rôle important en matière d'éducation et de formation ; des associations culturelles ou des réseaux.
- Les membres adhérents particuliers : des personnes physiques telles qu'éducateurs ou formateurs ; des managers média et culturels.
- Les membres adhérents de soutien : des personnes physiques ou des organisations qui fournissent un support financier, ou autre, à l'association.

III. LES MEMBRES HONORAIRES

La qualité de membre honoraire peut être accordée, sur la base du soutien volontaire donné ou du travail entrepris pour soutenir l'organisation, à un nombre restreint de personnes physiques adhérant à l'objet social. La qualité de membre honoraire est attribuée sur invitation uniquement par le Conseil d'Administration.

Article 6. Le conseil d'administration de l'association statue sur les demandes écrites d'admission en qualité de membres effectif et en qualité de membre adhérent, ainsi que sur l'attribution de la qualité de membre honoraire, à la majorité simple des voix des administrateurs présents ou représentés. Les candidats doivent démontrer un intérêt pour la réalisation du but de l'association et respecter les critères d'adhésion repris à l'article 5. La décision prise ne doit pas être accompagnée d'une justification. La décision est sans appel.

Article 7. Les membres effectifs ont le droit de :

- assister ou se faire représenter à l'assemblée générale et voter ;
- participer aux activités organisées par ENCATC ;
- n'être exclu qu'après avoir été convoqué et entendu par l'assemblée générale statuant à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés ;
- se retirer en envoyant une lettre recommandée au secrétariat de l'association.

Article 8. Les membres adhérents et honoraires ont le droit de :

- assister aux assemblées générales sans toutefois pouvoir voter ;
- participer aux activités organisées par ENCATC ;
- être entendu par le conseil d'administration avec son accord préalable ;
- se retirer en envoyant une lettre recommandée au secrétariat de l'association.

Article 9. Les membres effectifs et adhérents s'engagent à :

- contribuer activement au développement de l'association et à la réalisation du but de l'association repris à l'article 4 ;
- respecter les dispositions des présents statuts ;
- promouvoir la diffusion de l'information et des initiatives de l'association aux niveaux national, européen et international ;
- s'acquitter de leur cotisation et de toute autre obligation financière qui serait fixée ;
- s'abstenir d'actions qui sont contraires aux intérêts de l'association.

Les mêmes obligations sont d'application aux membres honoraires, à l'exception de celle relative au paiement d'une cotisation ou de toute autre obligation financière qui serait fixée.

TITRE IV. – AFFILIATION, DEMISSION, SUSPENSION ET EXCLUSION

Article 10. Toutes les demandes d'affiliation en qualité de membre effectif ou adhérent sont adressées par écrit au secrétariat d'ENCATC et examinées par le conseil d'administration selon la procédure exposée à l'article 6 des présents statuts.

Article 11. Tout membre est en droit de se retirer de l'association à condition de le notifier à l'association par lettre recommandée avant le 30 mars de l'exercice social en cours.

En l'absence de réaction de la part du membre débiteur, le 2 avril, l'ENCATC suspendra ce membre. A cet effet, l'adresse électronique de ce membre sera supprimée de la base de données d'ENCATC ainsi que de son profil en ligne. Cependant, malgré la suspension du membre, il reste débiteur des cotisations échues.

Article 12. Est réputé démissionnaire, tout membre :

- qui ne remplit plus les conditions qui ont justifié son affiliation ; et
- qui n'a pas payé sa cotisation après un rappel fait par mail ou lettre recommandée et qui est restée sans suite pendant 6 semaines à partir de la date d'envoi.

Le conseil d'administration prend acte des conditions prévues au présent article.

Article 13. Le conseil d'administration peut suspendre un membre si celui-ci manque gravement aux obligations qui lui incombent en vertu des présents statuts ou s'il entrave volontairement la réalisation de l'objet social. La mesure de suspension est provisoire et ne vaut que jusqu'à la prochaine réunion de l'assemblée générale.

Article 14. Tout membre peut être exclu de l'association s'il manque gravement aux obligations qui lui incombent en vertu des présents statuts ou s'il entrave volontairement la réalisation de l'objet social. L'exclusion est prononcée par l'assemblée générale statuant à la majorité des deux tiers de voix des membres présents ou représentés. Cette mesure prend cours à la date du prononcé. Le membre contre lequel une mesure d'exclusion est proposée est invité à se faire entendre à l'assemblée générale. Le membre exclu reste débiteur des cotisations échues. La décision de l'assemblée générale ne doit pas être motivée.

Article 15. Tout membre d'ENCATC, qui perd cette qualité pour quelque motif que ce soit, n'a aucun droit sur les avoirs d'ENCATC.

Article 16. Sauf dans les cas où il en est décidé autrement par les présents statuts, tous les membres de l'organisation sont tenus de payer la cotisation annuelle. Celle-ci est déterminée par le conseil d'administration et approuvée par l'assemblée générale.

Article 17. Les membres sont tenus d'adresser à ENCATC toutes les informations utiles à la réalisation de ses objectifs afin de permettre la fixation du montant des cotisations. Ils s'engagent à respecter les décisions des organes d'ENCATC.

TITRE V. – STRUCTURE D'ENCATC, MODE DE REPRESENTATION ET POUVOIRS, DUREE DES MANDATS

Article 18. La structure de l'ENCATC comprend :

- a) une assemblée générale ;
- b) un conseil d'administration ;
- c) un président du conseil d'administration ;
- d) un ou deux vice-présidents ;
- e) un secrétaire ;
- f) un trésorier ;
- g) un Secrétaire général.

Article 19. L'assemblée générale est l'organe le plus important d'ENCATC. Elle possède les pouvoirs qui lui sont expressément reconnus par la loi ou par les présents statuts.

Une délibération de l'assemblée générale est nécessaire pour les objets suivants :

- La modification des statuts ainsi que l'adoption et la modification du règlement d'ordre intérieur ;
- La nomination et la révocation des administrateurs et la fixation de leur rémunération dans les cas où une rémunération leur est attribuée ;
- La nomination et la révocation du commissaire et la fixation de sa rémunération ;
- La décharge à octroyer aux administrateurs et au commissaire ;
- L'approbation du budget et des comptes annuels ;
- La dissolution et la liquidation de l'association ;
- L'exclusion d'un membre ;
- La discussion et l'approbation des recommandations faites par le conseil d'administration ;
- La participation dans la définition des politiques et des projets prise par l'association ;
- La fourniture d'avis au conseil d'administration.

Article 20. L'assemblée générale se réunit sur convocation du Président du conseil d'administration ou en cas d'empêchement de celui-ci, d'un vice-président ou d'un administrateur. L'ordre du jour est joint à la convocation. La convocation se fait par courrier électronique ou par courrier ordinaire au moins 21 jours avant la réunion.

Il est tenu au moins une assemblée générale par exercice social.

Elle est obligatoirement convoquée si un tiers des membres effectifs en font la demande écrite au Président en précisant les points de l'ordre du jour qu'ils souhaitent voir aborder.

Article 21. L'assemblée générale est constituée de tous les membres effectifs d'ENCATC.

Les membres adhérents et honoraires sont convoqués à l'assemblée générale et peuvent exprimer leur opinion mais ne disposent pas du droit de vote. Ils ne sont pas pris en compte dans le quorum de présence.

Des tiers peuvent participer aux réunions de l'assemblée générale en qualité d'observateur, sur invitation du conseil d'administration. Ils peuvent émettre un avis mais ne disposent pas du droit de vote.

Sauf dans les cas où il en est décidé autrement par la loi ou les présents statuts, les décisions de l'assemblée générale sont uniquement valablement prises si les membres détenant au moins un tiers du nombre total des voix sont présents ou valablement représentés. Si le quorum n'est pas atteint, une seconde réunion est convoquée. Lors de cette seconde réunion, il est valablement délibéré et décidé, sur la base du même ordre du jour que celui de la première réunion, quel que soit le nombre de membres ayant voix délibérative présents ou valablement représentés.

Chaque membre effectif peut recevoir une procuration d'un autre membre effectif ; il ne peut toutefois être titulaire que de deux procurations au plus.

Tous les membres effectifs ont un droit de vote égal, chacun disposant d'une voix.

Les résolutions sont prises à la majorité simple des voix, sauf dans les cas où il en est décidé autrement par la loi ou les présents statuts. Il n'est pas tenu compte des abstentions, votes blancs et irréguliers (ni au numérateur, ni au dénominateur). En cas de partage des voix, celle du Président du conseil d'administration, ou en son absence celle du vice-président ou de tout autre membre représentant le Président, est prépondérante.

Les réunions de l'assemblée générale peuvent également être valablement tenues par conférence téléphonique, vidéoconférence ou webconférence.

Les décisions de l'assemblée générale peuvent en outre être prises par résolutions écrites des membres qui disposent du droit de vote à condition que chaque membre disposant du droit de vote ait été informé au moins 21 jours calendrier à l'avance des décisions à prendre. L'absence de réponse durant cette période de 21 jours est considérée comme une approbation des décisions à prendre. Les décisions entrent en vigueur à la date mentionnée sur les résolutions écrites et sont réputées avoir été prises au siège de l'association.

Article 22. Les résolutions de l'assemblée générale sont consignées dans un registre des actes de l'association, sous forme de procès-verbaux, signés par le président, le Secrétaire Général et le secrétaire de l'assemblée générale. Les procès-verbaux sont par ailleurs envoyés à tous les membres dans les trente jours calendrier de la date de la réunion.

Ce registre est conservé au siège où tous les membres peuvent en prendre connaissance, mais sans déplacement du registre.

Article 23. Le conseil d'administration définit la politique à suivre dans le cadre de l'objet social. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi à l'assemblée générale sont de la compétence du conseil d'administration.

Article 24. Le conseil d'administration est constitué par sept administrateurs nommés et révoqués par l'assemblée générale.

Pour un de ces sept postes, la priorité est donnée à un candidat présenté par les membres adhérents. Tous les autres membres du conseil d'administration sont nommés sur base d'une liste de candidats présentée par les membres effectifs. Au cas où aucun candidat n'est présenté par les membres adhérents, tous les membres du conseil d'administrations seront nommés sur base de la liste de candidats présentée par les membres effectifs.

Les administrateurs sont nommés en cette qualité et non en tant que représentant d'un membre. À ce titre, ils transcendent les intérêts spécifiques nationaux ou des institutions concernées et sont autorisés à exprimer leurs opinions personnelles.

Des tiers peuvent participer aux réunions du conseil d'administration en qualité d'observateur, sur invitation du conseil d'administration. Ils peuvent émettre un avis mais ne disposent pas du droit de vote.

En cas de vacance (en ce compris en raison d'une démission), un nouvel administrateur peut être coopté par le conseil d'administration, conformément aux règles prévues dans le présent article. Le mandat du nouvel administrateur se termine au même moment que celui de l'administrateur remplacé. La confirmation de la nomination du nouvel administrateur est soumise à l'approbation soit de l'assemblée générale lors de sa prochaine réunion, soit des membres par résolutions écrites.

Les élections pour les membres du conseil d'administration se tiennent tous les deux ans. Chaque membre du conseil d'administration est élu pour une période de deux ans. A la fin de cette période, chaque administrateur peut se représenter pour les nouvelles élections. Aucun membre du conseil d'administration ne peut exercer cette fonction sur plus de 6 années continues. Si un administrateur souhaite être réélu au-delà d'une période consécutive de 6 années, une période de deux ans doit séparer la fin de leur précédente fonction de leur nouvelle élection.

Afin d'organiser une représentation d'intérêts, un seul administrateur par pays pourra être élu.

Le vote se fera à la majorité simple. Si deux candidats ou plus obtiennent le même nombre de votes, et si ce résultat affecte la décision finale, un nouveau tour d'élection sera tenu entre ces candidats. A chaque tour de ces élections au conseil d'administration, chaque membre effectif d'ENCATC aura le droit de vote.

Au cas où l'association serait subventionnée par une organisation intergouvernementale telle que le Conseil de l'Europe, la Commission de l'Union européenne ou l'Unesco, un représentant de cette organisation peut participer aux réunions du conseil en tant que membre ex-officio. Il ne possède pas le droit de vote.

Article 25. Le conseil choisit en son sein un Président, un ou deux vice-présidents, un secrétaire et un trésorier.

Un administrateur peut assumer la fonction de président au maximum pendant quatre ans. Le président préside l'assemblée générale et le conseil d'administration et en fixe les ordres du jour. En son absence, il est remplacé par un des vice-présidents ou par un autre membre du conseil. Il représente ENCATC au plus haut niveau.

Tous les actes qui engagent l'association sont, sauf procurations du conseil d'administration, signés par le président qui n'aura pas à justifier envers les tiers des pouvoirs conférés à cette fin.

Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant sont suivies par le conseil d'administration représenté par son président ou un administrateur désigné à cet effet par le conseil d'administration.

Article 26. Le conseil d'administration se réunit au moins deux fois par an par convocation électronique du président, ou du Secrétaire Général, et aussi souvent que l'exigent les intérêts d'ENCATC. Lors de ces réunions, le quorum est atteint lorsque la moitié des membres du conseil est présente ou représentée et les votes sont pris à la majorité simple des voix. Il n'est pas tenu compte des abstentions, votes blancs et irréguliers (ni au numérateur, ni au dénominateur). Chaque administrateur dispose d'une voix.

Lorsqu'un administrateur ne peut assister à une réunion du conseil d'administration, il peut donner procuration à un autre administrateur, le nombre de procurations détenues par un mandataire étant limité à deux.

L'ordre du jour joint à la convocation est établi par le président ou par le Secrétaire Général et sera accompagné des points d'agenda inscrits.

Les réunions du conseil d'administration peuvent également être valablement tenues par conférence téléphonique, vidéoconférence ou webconférence.

Les décisions du conseil d'administration peuvent en outre être prises par résolutions écrites des administrateurs à condition que chaque administrateur ait été informé au moins 10 jours calendriers à l'avance des décisions à prendre. Les décisions entrent en vigueur à la date mentionnée sur les résolutions écrites et sont réputées avoir été prises au siège de l'association.

Article 27. Le conseil d'administration soumet chaque année à l'assemblée générale les comptes de l'exercice qui précède il lui soumet également, pour approbation, le projet de budget pour l'exercice suivant.

Article 28. Le conseil d'administration peut conférer sous sa responsabilité des pouvoirs spéciaux et déterminés à une ou plusieurs personnes.

Par ailleurs, le conseil d'administration est compétent pour constituer des comités qui exercent un rôle consultatif. La composition et le fonctionnement des comités sont plus amplement définis dans le règlement d'ordre intérieur.

Article 29. Le Secrétaire Général est chargé de la gestion journalière d'ENCATC. Il est nommé et révoqué par le conseil d'administration sur proposition du président.

À titre indicatif, et sans que cette énumération soit limitative, la gestion journalière comprend le pouvoir de :

- signer la correspondance journalière ;
- représenter l'association à l'égard de toute autorité, administration ou service public ;
- signer tous reçus pour des lettres recommandées, documents ou colis adressés à l'association par les biais de La Poste, de toute société de courrier express ou de toute autre société ;
- prendre toute mesure nécessaire ou utile à la mise en œuvre des décisions du conseil d'administration ou de l'assemblée générale.

Le Secrétaire Général pourra sous-déléguer, sous sa responsabilité, un ou plusieurs pouvoirs spéciaux entrant dans le cadre de la gestion journalière, à des employés de l'association ou à toute autre personne de son choix, sans toutefois être autorisé à sous-déléguer à quiconque la gestion journalière en tant que telle.

Le Secrétaire Général jouira, même au-delà des limites de la gestion journalière, après autorisation préalable du conseil d'administration qui pourra fixer des limites financières à son intervention des pouvoirs spéciaux limitativement énumérés ci-dessous :

- prendre ou donner tout bien meuble et location et conclure tout contrat de leasing relatif à ces biens ;
- engager et licencier tout salarié de l'association, quelles que soient ses fonctions ou sa position hiérarchique, et en déterminer les fonctions, la rémunération, ainsi que les conditions d'emploi, de promotion ou de licenciement ;
- réclamer, toucher et recevoir toutes sommes d'argent, tous documents et biens de toute espèce ou en donner quittance ;
- conclure tout contrat avec tout prestataire de services indépendant ou fournisseur de l'association ;
- négocier et conclure tout contrat de transaction ; représenter l'association en justice (en ce compris devant le Conseil d'Etat) ou dans des procédures arbitrales, en tant que demandeur ou défendeur, prendre toute mesure nécessaire ou utile pour ces procédures, obtenir tous jugements et les faire exécuter ;
- faire et accepter toute offre de prix, passer et accepter toute commande, et conclure tout contrat concernant l'achat ou la vente de tout bien meuble ;
- prendre ou donner tout bien immeuble et location et conclure tout contrat de leasing relatif à ces biens ;
- conclure tout contrat relatif à l'achat ou la vente de tout bien immeuble.

Rémunération du Secrétaire Général : le Secrétaire Général percevra une rémunération pour l'exercice de son mandat tel que déterminé par le conseil d'administration.

TITRE VI. – REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR

Article 30. Un règlement d'ordre intérieur pourra être présenté par le conseil d'administration à l'assemblée générale.

Des modifications à ce règlement pourront être apportées par une assemblée générale statuant à la majorité simple des membres présents ou représentés.

La dernière version du règlement d'ordre intérieur a été approuvée le 8 décembre 2019.

TITRE VII. – MODIFICATION AUX STATUTS – DESTINATION DU PATRIMOINE EN CAS DE DISSOLUTION

Article 31. Toute proposition ayant pour objet une modification des statuts ou la dissolution de l'association doit émaner du conseil d'administration ou d'un tiers des membres effectifs de l'association.

Le conseil d'administration doit porter à la connaissance des membres de l'association, au moins 30 jours à l'avance, la date de l'assemblée générale qui statuera sur ladite proposition.

L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur une telle proposition que si les membres détenant au moins deux tiers du nombre total des voix sont présents ou valablement représentés. Aucune décision ne sera acquise si elle n'est votée à la majorité des deux tiers des voix.

Si le quorum n'est pas atteint, une seconde réunion est convoquée. Lors de cette seconde réunion, il est valablement délibéré et décidé, sur la base du même ordre du jour que celui de la première réunion, quel que soit le nombre de membres ayant voix délibérative présents ou valablement représentés.

Article 32. En cas de dissolution volontaire ou judiciaire, l'actif net de l'association est affecté à l'association ou aux associations qui succèdent à ENCATC ou à une ou plusieurs associations qui poursuivent des objectifs similaires ou à désigner par l'assemblée générale.

TITRE VIII. – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 33. Les fonctions de président, de vice-président ainsi que celles de membres du conseil d'administration sont gratuites. Ces personnes, de même que le Secrétaire Général, n'engagent ENCATC que dans le cadre de l'exécution de leur mandat.

Article 34. Tout ce qui n'est pas prévu explicitement par les présents statuts est réglé par les dispositions du Code des sociétés et des associations applicables aux associations internationales sans but lucratif.

Tout litige ayant trait aux statuts, au règlement d'ordre intérieur ou à toute décision d'un des organes de l'association est régi par le droit belge et est soumis aux juridictions francophones de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles.

Article 35. Les statuts sont rédigés en français et en anglais. La version française est la version officielle des statuts et prévaut.

L'anglais est la langue de travail de l'association.

POUR EXTRAIT ANALYTIQUE

"signé par Maître Bernard BOES, Notaire à Kortrijk, premier canton, actionnaire de la société à responsabilité limitée "BOES & DEVAERE, GEASSOCIEERDE NOTARISSEN", ayant son siège à Kortrijk, Rijselsestraat 20"

Déposés en même-temps:

- acte de modification des statuts du quatorze septembre deux mille vingt;
- statuts coordonnés.

STATUTES

ENCATC, the European network on cultural management and policy International Non-Profit Association

Registered Office: Avenue Maurice 1, Brussels 1050

Published: 1 October 1998

Last approved version of the Statutes: 8 December 2019

CBE Number: 0464.174.494

TITLE I. – LEGAL STATUS, HEAD OFFICE, DURATION, FINANCIAL YEAR

Article 1. A non-profit international association called the “ENCATC, the European network on cultural management and policy” is hereby incorporated. This association is governed by the provisions of the Companies and Associations Code applicable to non-profit international associations.

Article 2. The registered office is at Avenue Maurice 1, Brussels 1050 (Brussels-Capital Region).

To the full extent permitted by law, the registered office of the association may be transferred by a decision of the Board of Directors to be published in the Annexes to the Belgian Official Gazette. In such case, the Board of Directors is authorized to modify the registered office of the association in the statutes and to proceed with the publication of the coordinated version of the statutes in the Annexes to the Belgian Official Gazette.

Article 3. The association is incorporated for an unlimited period of time. The financial year corresponds to the calendar year.

TITLE II. – AIMS

Article 4. The association’s aims are the development of training for cultural managers in Europe, the development of cultural management, and co-operation between centres organising this training, in particular in a European context.

To achieve the above, the association will undertake the following activities:

- providing opportunities and encouraging the training of trainers through staff and information exchange, seminars, etc. between members;
- facilitating the exchange of information between the various centres offering training in cultural administration;
- identifying and supporting areas of research which are of common interest to members;
- organising projects and activities that contribute to the association’s goals;
- organising the Annual General Assembly and Conference;
- advising European institutions on information and training policies in the field of cultural administration;
- representing the interests of European cultural administration training centres at a European level.

ENCATC achieves these aims in any way possible, in close collaboration with its members. It may carry out any activities directly or indirectly, entirely or partly connected with its aims or which might lead to the development of these aims or to making them possible, and may therefore purchase, rent all appropriate movable and immovable assets and implement all human, technical and financial resources as necessary.

It may lend support and become involved in activities similar to its aims.

It establishes appropriate relations with other associations. The Board of Directors is authorised to interpret the nature and extent of the association's goals.

ENCATC may act at a provincial, regional, community, federal, European and international level.

TITLE III. – MEMBERS

Article 5. The association is composed of the following membership categories:

I. FULL MEMBERS

Full members must be training or education bodies which are represented by the person of their choice. The capacity of full member is attached to the concerned body and not to the representative of this body for the purposes of the association. Each full member has all powers for the designation and dismissal of this representative and informs the association on the identity of its representative and any modification of this representative. Full members have at least three years of experience in providing publicly-recognised training services.

II. ASSOCIATE MEMBERS

Associate membership may be attributed to natural persons or legal persons that, while adhering to the aims of the association, do not fulfil the conditions for joining as a full member.

Associate members are split into three groups all with the same rights:

- Organisation-associate members: bodies that have not offered training or education services for at least three years; institutions playing a significant role in the field of training and education; cultural associations or networks.
- Personal-associate members: individuals such as educators, trainers, and media and culture managers.
- Support-associate members: individuals or bodies providing financial support or otherwise to the association.

III. HONORARY MEMBERS

Honorary membership may be attributed, on the basis of voluntary support given or work undertaken to support the organisation, to a limited number of natural persons adhering to the aims of the association. Honorary membership is attributed by invitation only by the Board of Directors.

Article 6. The Board of Directors of the association decides on the written applications for full membership and associate membership, as well as on the attribution of honorary membership, with a simple majority of the votes cast by directors present or represented. Applicants must demonstrate an interest for the achievement of the aims of the association and meet the membership requirements foreseen in article 5. The decision made does not need to be justified. The decision cannot be appealed.

Article 7. Full members have the right to:

- attend or be represented at the General Assembly and vote;
- to take part in the activities organised by ENCATC;
- only be expelled after having been summoned and heard by the General Assembly deciding with a majority of two thirds of the members present or represented;
- withdraw by sending a registered letter to the association's Secretariat.

Article 8. **Associate and honorary members** have the right to:

- attend General Assemblies without however being able to vote;
- take part in the activities organised by ENCATC;
- be heard by the Board of Directors with its prior approval;
- withdraw by sending a registered letter to the association's Secretariat.

Article 9. **Full and associate members** commit to:

- actively contribute to the development of the association and the achievement of the aims of the association as set out in Article 4;
- respect the provisions of these statutes;
- promote the dissemination of information and initiatives of the association at national, European and international levels;
- pay the membership fees and any other financial obligation that would be set;
- refrain from actions conflicting with the association's interests.

The same obligations are applicable to honorary members, to the exception of the one related to the payment of membership fees or any other financial obligation that would be set.

TITLE IV. – AFFILIATION, RESIGNATION, SUSPENSION AND EXCLUSION

Article 10. All requests for affiliation as full or associate member are sent in writing to the Secretariat of ENCATC and examined by the Board of Directors as per the procedure set out in article 6 of these statutes.

Article 11. Any member is entitled to resign its membership, provided it gives written notice by registered letter to the association before the 30th of March of the current financial year.

Failing any reaction from the non-paying member, on the 2nd of April, ENCATC will suspend this member. For this purpose, the email address of this member will be deleted from the ENCATC database as well as its online profile. However, despite the suspension, the member will continue to be liable to pay any outstanding membership fees.

Article 12. A member will be regarded as resigning when:

- the conditions required for affiliation are not met; and
- membership fees have not been paid after a reminder by email or registered letter has been sent with no further change for 6 weeks counting from the date the reminder was sent.

The Board of Directors takes note of the conditions foreseen in the present article.

Article 13. The Board of Directors may suspend a member that seriously fails to observe the obligations imposed on it by virtue of the present statutes or if the member deliberately impedes achieving the aims of the association. Suspension is temporary and is valid only until the next meeting of the General Assembly.

Article 14. Any member may be expelled if the member seriously fails to observe the obligations imposed on it by virtue of the present statutes or if the member deliberately impedes achieving the aims of the association. The expulsion is decided by the General Assembly upon a vote by a majority of two thirds of the votes cast by the members present or represented. The expulsion takes effect at the time of the decision. The member facing possible expulsion is invited to be heard by the General Assembly. The expelled member remains liable for the outstanding membership fees. The decision of the General Assembly does not need to be justified.

Article 15. Any member of ENCATC that ceases to be a member, for whatever reason, has no claim on the assets of ENCATC.

Article 16. Unless otherwise provided for in the statutes, annual membership fees are to be paid by all members of the organisation. The membership fees are determined by the Board of Directors and approved by the General Assembly.

Article 17. Members must send all appropriate information to ENCATC for the achievement of its aims in order to allow to establish the amount of membership fees. Members commit to abide by the decisions made by the bodies of ENCATC.

TITLE V. – ENCATC STRUCTURE, METHOD OF REPRESENTATION AND POWERS, LENGTH OF MANDATES

Article 18. The structure of ENCATC includes:

- a) a General Assembly;
- b) a Board of Directors;
- c) a President of the Board of Directors;
- d) one or two Vice-Presidents;
- e) a Secretary;
- f) a Treasurer;
- g) a Secretary General.

Article 19. The General Assembly is the most important body of ENCATC. It possesses the powers expressly recognised to it by law or by the present statutes.

The holding of a General Assembly is necessary for the following purposes:

- Modification of the statutes as well as adoption and modification of the Internal Regulations;
- Appointment and dismissal of directors and determination of their remuneration in the cases where a remuneration is awarded;
- Appointment and dismissal of the statutory auditor and determination of its remuneration;
- Discharge granted to the directors and to the statutory auditor;
- Approval of the budget and the annual accounts;
- Dissolution and liquidation of the association;
- Expulsion of a member;
- Discussion and approval of recommendations made by the Board of Directors;
- Participation in setting out policies and projects undertaken by the association;
- Giving opinions to the Board of Directors.

Article 20. The General Assembly meets following a convening notice sent by the President of the Board of Directors or when the President is prevented from doing it, by a Vice-President or by one of the directors. The agenda is attached to the convening notice. The convening notice is sent by email or ordinary mail at least 21 days before the meeting.

At least one General Assembly must be held each financial year.

A meeting must be called if one third of the full members requests it in writing from the President, outlining the agenda items that they wish to be discussed.

Article 21. The General Assembly is made up of all the full members of ENCATC.

The associate and honorary members are convened to the General Assembly and may voice their opinion but do not have the right to vote. They are not taken into account in the attendance quorum.

Third parties may be invited to attend a meeting of the General Assembly as observers, on proposal of the Board of Directors. They may voice their opinion but do not have the right to vote.

Unless otherwise provided for in the law or in the statutes, the decisions of the General Assembly shall only be valid if members holding at least one third of the total number of votes are present or validly represented. If the quorum is not met, a second meeting needs to be called. At this second meeting, it shall legitimately be deliberated and decided, on the basis of the same agenda as of the first meeting, irrespective of the number of members entitled to vote present or validly represented.

Each full member can receive a proxy from another full member; the member can only hold a maximum of two proxies.

All full members have an equal vote, each having one voice.

Resolutions are made by a simple majority of votes, except in the cases where it is decided otherwise by law or the present statutes. Abstentions, blank and mutilated votes are not taken into account (both in the numerator and denominator). In the case of a tied vote, the President of the Board of Directors, or in his/her absence, the Vice-President or any other member representing the President, has a casting vote.

The meetings of the General Assembly can also be validly held by conference call, videoconference or web-conference.

Decisions of the General Assembly may also be taken by written resolutions of the members entitled to vote provided that each member entitled to vote has been informed at least 21 calendar days in advance of the decisions to be taken. The absence of a reply within this period of 21 days will be considered as an approval of the decisions to be taken. The decisions come into effect on the date mentioned on the written resolutions and are deemed to be taken at the registered office of the association.

Article 22. The General Assembly resolutions are kept in a register of the association's deeds, under the form of minutes, signed by the President, the Secretary General and the Secretary of the General Assembly. The minutes are sent to all members within thirty days after the date of the meeting.

This register is kept at the registered office where all members can consult it, without however removing the register.

Article 23. The Board of Directors sets out the policy to be followed concerning the aims of the association. All powers not expressly given by law to the General Assembly fall to the Board of Directors.

Article 24. The Board of Directors consists of seven persons appointed and dismissed by the General Assembly.

For one of these seven positions, priority is given to a candidate presented by the associate members. All other members of the Board of Directors are appointed on the basis of a list of candidates presented by the full members. In case no candidate has been presented by the associate members, all members of the Board of Directors will be appointed on the basis of a list of candidates presented by the full members.

Directors are appointed in that capacity and not as representative of a member. As such, they shall be above specific national interests or interests of concerned institutions and are allowed to voice their personal opinions.

Third parties may be invited to attend a meeting of the Board of Directors as observers, on proposal of the Board of Directors. They may voice their opinion but do not have the right to vote.

In the event that a vacancy occurs (including as a result of a resignation), a new director may be coopted by the Board of Directors, pursuant to the rules foreseen in this article. The term of office of the new director shall expire at the same time

as the term of the replaced director. The confirmation of the appointment of the new director is submitted for approval, either by the General Assembly at its forthcoming meeting, or by written resolutions of the members.

Elections for Board members are held every two years. Each Board member is appointed for a period of two years. At the end of this period, each director can run for office again at the next elections. No Board member can carry out this function over more than 6 continuous years. If a director wishes to be re-appointed beyond a period of 6 continuous years, a period of two years must separate the end of the previous function from their new appointment.

To ensure a spread of interests, only one director per country can be appointed.

The vote will be based on a simple majority. If two or more candidates receive the same number of votes, and if this result affects the final decision, a new round of elections will be held among these candidates. At each round of these Board of Directors elections, each full member of ENCATC will have the right to vote.

Where the association is subsidized by an intergovernmental organisation such as the Council of Europe, the Commission of the European Union or UNESCO, a representative of this organisation may take part in the Board of Directors meetings as ex-officio member. This person has no voting right.

Article 25. The Board of Directors chooses a President, one or two Vice-Presidents, a Secretary and a Treasurer from within its members.

A director may assume the role of President for a maximum of four years. The President presides over the General Assembly and the Board of Directors and sets out the agendas. In the President's absence, s/he is replaced by one of the Vice-Presidents or by a director. The President represents ENCATC at the highest level.

All acts binding the association are, except for proxies of the Board of Directors, signed by the President who shall not be obliged to offer proof to third parties of the powers granted for that purpose.

Both plaintiff and defendant related legal proceedings are dealt with by the Board of Directors represented by its President or a director appointed for this by the Board of Directors.

Article 26. The Board of Directors meets at least twice a year following an electronic convening notice sent by the President, or the Secretary General, and as often as is necessary for the interests of ENCATC. During these meetings, the quorum is reached when half of the Board members are present or represented and the decisions are taken with a simple majority of the votes. Abstentions, blank and mutilated votes are not taken into account (both in the numerator and denominator). Each director has one vote.

A director prevented from attending a Board of Directors meeting may confer a proxy to another director, the number of proxies held by a proxyholder being limited to two.

The agenda attached to the convening notice is established by the President or the Secretary General and will be accompanied by the points listed at the agenda.

The meetings of the Board of Directors can also be validly held by conference call, videoconference or web-conference.

Decisions of the Board of Directors may also be taken by written resolutions of directors provided that each director has been informed at least 10 calendar days in advance of the decisions to be taken. The decisions come into effect on the date mentioned on the written resolutions and are deemed to be taken at the registered office of the association.

Article 27. Each year, the Board of Directors submits to the General Assembly the accounts for the previous financial year. The Board of Directors also submits to the General Assembly the draft budget for the following financial year for approval.

Article 28. Under its responsibility, the Board of Directors may grant special and specific powers to one or more persons.

Moreover, the Board of Directors has the right to set up committees with an advisory role. The composition and operating procedures of the committees are defined with more details in the Internal Regulations.

Article 29. The Secretary General is responsible for the daily management of ENCATC. He is appointed and dismissed by the Board of Directors upon proposal from the President.

For information only, and without this listing being restrictive, the daily management includes the power to:

- sign daily correspondence;
- represent the association towards any authority, administration or public service;
- sign all receipts for registered letters, documents or packages sent to the association by Postal Services, from any courier company or other company;
- take whatever steps necessary or appropriate for enforcing decisions made by the Board of Directors or the General Assembly.

Under its responsibility, the Secretary General may sub-delegate one or more special powers, that are part of the daily management, to employees of the association or to any other person of his choice, without however being authorised to sub-delegate the daily management as such to anyone.

Even beyond the limits of daily management, following prior authorisation from the Board of Directors which is able to set financial limits to its intervention, the Secretary General will possess the special powers exhaustively listed below:

- take or give any movables assets and rent and conclude any leasing contract relating to these assets;
- hire and dismiss any salaried worker of the association, whatever their function or hierarchical position, and determine the functions, remuneration, as well as the employment terms, promotions or dismissal;
- claim, earn and receive any sum of money, any documents and goods of any type and acquit themselves of them;
- conclude any contract with any self-employed service provider or supplier of the association;
- negotiate and conclude any transaction contract; represent the association in court (including before the Council of State) or in arbitration proceedings, as plaintiff or defendant; take all necessary or appropriate steps for these proceedings, obtain all judgements and have them enforced;
- make and accept any price offer, make and accept any order, and conclude any contract concerning the purchase or the sale of any movable asset;
- take or give any immovable asset and rent and conclude any leasing contract relating to these assets;
- conclude any contract relating to the purchase or the sale of any immovable asset.

Remuneration of the Secretary General: the Secretary General will receive remuneration for carrying out his mandate of Secretary General such as determined by the Board of Directors.

TITLE VI. – INTERNAL REGULATIONS

Article 30. Internal Regulations may be presented by the Board of Directors to the General Assembly.

Modifications to these Internal Regulations can be approved by a General Assembly deciding with a simple majority of votes of the members present or represented.

The last version of the Internal Regulations was approved on 8 December 2019.

TITLE VII. – CHANGES TO THE STATUTES – ALLOCATION OF PROPERTY IN THE CASE OF DISSOLUTION

Article 31. Any proposal aiming to modify the statutes or dissolve the association must come from the Board of Directors or from one third of the full members of the association.

The Board of Directors must inform the members of the association, at least 30 days in advance, of the date of the General Assembly that will decide on the aforementioned proposal.

The General Assembly can only legitimately decide on such a proposal if members holding at least two thirds of the total number of votes are present or validly represented. No decision will be made if it is not voted for with a majority of two thirds of the votes.

If the quorum is not met, a second meeting needs to be called. At this second meeting, it shall legitimately be deliberated and decided, on the basis of the same agenda as of the first meeting, irrespective of the number of members entitled to vote present or validly represented.

Article 32. In case of voluntary or judicial dissolution, the net assets of the association are to be given to the association or associations that succeed ENCATC or to one or more associations with similar aims or to be designated by the General Assembly.

TITLE VIII. – GENERAL MATTERS

Article 33. The mandates of President, Vice-President as well as those of the Board of Directors members are not remunerated. These persons, as well as the Secretary General, bind ENCATC only in the carrying out of their mandate.

Article 34. Anything not explicitly provided for by the present statutes is governed by the provisions of the Companies and Associations Code applicable to non-profit international associations.

Any dispute in connection with the statutes, the Internal Regulations or any decision of one the bodies of the association shall be governed by Belgian law and shall be submitted to the (French-speaking) Courts of the judicial district of Brussels.

Article 35. These statutes shall be written in the French and English languages. The French version is the official version of the statutes and shall take precedence.

English shall be the working language of the association.

* *